

Afrique du Sud

La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est améliorée en 2010 pour atteindre 2.8 %, mais le chômage demeure dramatiquement élevé, aux environs de 25 %. Selon les projections, la croissance devrait ressortir à 3.6 % en 2011 et à 4.3 % en 2012.

L'Afrique du Sud a atteint l'Objectif du Millénaire pour le développement visant à réduire l'extrême pauvreté et la faim, mais il reste des progrès à accomplir dans les domaines de la santé, de l'éducation et, surtout, de la création d'emplois.

La Chine est la première destination des exportations sud-africaines et constitue une importante source d'importations. C'est pourquoi l'Afrique du Sud doit participer activement au groupe des pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), qu'elle vient de rejoindre, et accorder la priorité au renforcement de ses capacités de production.

Le produit intérieur brut (PIB) en volume de l'Afrique du Sud s'est redressé, passant de -1.7 % en 2009 à 2.8 % en 2010. Ce taux reste nettement inférieur au potentiel de croissance du pays, estimé à environ 4 % par an. Le PIB devrait progresser au rythme de 3.6 % en 2011 et de 4.3 % en 2012. En 2010, sa croissance résulte principalement d'une progression constante des dépenses de consommation, en partie explicable par la Coupe du monde de football. L'inflation, retombée à 3.5 % fin 2010, après une moyenne de 4.3 % sur l'année, devrait atteindre 5.3 % en 2011.

Le déficit budgétaire consolidé a atteint 6.9% du PIB au cours de l'exercice 2009/10, et le taux directeur de la banque centrale (*South African Reserve Bank*) a cédé 6.5 points de pourcentage depuis fin 2008. La politique budgétaire prend désormais une orientation moins expansionniste, le déficit budgétaire retombant à 5.4 % sur l'exercice 2010/11, avant de se contracter encore, à 5.0 % sur 2011/12. L'augmentation possible de la masse salariale risque de porter préjudice à l'équilibre budgétaire, de même que l'introduction éventuelle d'un nouveau régime public d'assurance maladie et de subventions à l'emploi des jeunes. Le taux des prises en pension, c'est-à-dire le prix auquel la banque centrale prête aux banques, devrait rester proche de 5.5 % en 2011 et commencer à augmenter légèrement seulement vers la fin de l'année.

Des obstacles structurels, comme les infrastructures, ont freiné la reprise de l'investissement privé en 2010. Le chômage est resté très élevé en 2010 même s'il a marginalement reculé au quatrième trimestre, à 24 %, contre 25.3 % au trimestre précédent. Dans son projet de Nouvelle voie de croissance (*New Growth Path*), le gouvernement a avancé en novembre 2010 un certain nombre de mesures pour faire face à ces problèmes, notamment un renforcement des investissements dans les infrastructures, l'amélioration des formations, des services publics et des relations économiques régionales.

Depuis la mi-2009, la Chine est la première destination des exportations sud-africaines et constitue également la première source d'importations de l'Afrique du Sud. De tous les pays émergents, la Chine est le pays qui investit le plus en Afrique du Sud : début 2010, pour les investissements directs étrangers (IDE) elle se classait au 5^e rang en termes de valeur, avec 33 milliards de rands (ZAR). De nombreux pays émergents utilisent l'Afrique du Sud comme porte d'accès à d'autres pays du continent. En décembre 2010, l'Afrique du Sud a officiellement rejoint le groupe des pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Les autorités sud-africaines devront prouver leur résolution à s'impliquer auprès de leurs nouveaux partenaires, à renforcer les capacités de production du pays et à maximiser sa contribution à l'économie nationale.

Par ailleurs, il faut que l'Afrique du Sud soigne ses partenariats stratégiquement importants avec des pays émergents sans négliger pour autant ses partenaires traditionnels. L'Union européenne (UE) reste en effet la destination de prédilection des exportations sud-africaines. L'année 2011 verra la création de l'Agence de développement de l'Afrique du Sud (*South African Development Agency - SADPA*) qui sera chargée d'informer et d'orienter l'aide au développement que reçoit le pays.

Sur la scène politique, l'administration du président Jacob Zuma a clarifié ses objectifs en 2010, et l'on a assisté à des avancées dans la réalisation de certains d'entre eux. Elle fait montre d'une grande fermeté en matière de lutte contre la délinquance, et des progrès significatifs ont notamment été réalisés dans la prévention. En revanche, la corruption demeure un problème majeur, le chômage et les inégalités progressent.

L'Afrique du Sud a atteint le premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD), en réduisant de moitié la proportion de la population vivant avec moins de un dollar (USD) par jour, mais l'État a encore de

nombreux défis à relever : notamment proposer des services de santé publics adaptés, améliorer la qualité de l'enseignement et réduire le chômage, en particulier pour les jeunes.

Le VIH/Sida reste un problème critique : avec 5.6 millions de séropositifs, l'Afrique du Sud est le pays le plus touché au monde. En avril 2010, l'administration Zuma a lancé une campagne de dépistage qui couvrira 15 millions de personnes d'ici à la fin-2011. Depuis son lancement, cinq millions de Sud-Africains se sont fait dépister.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

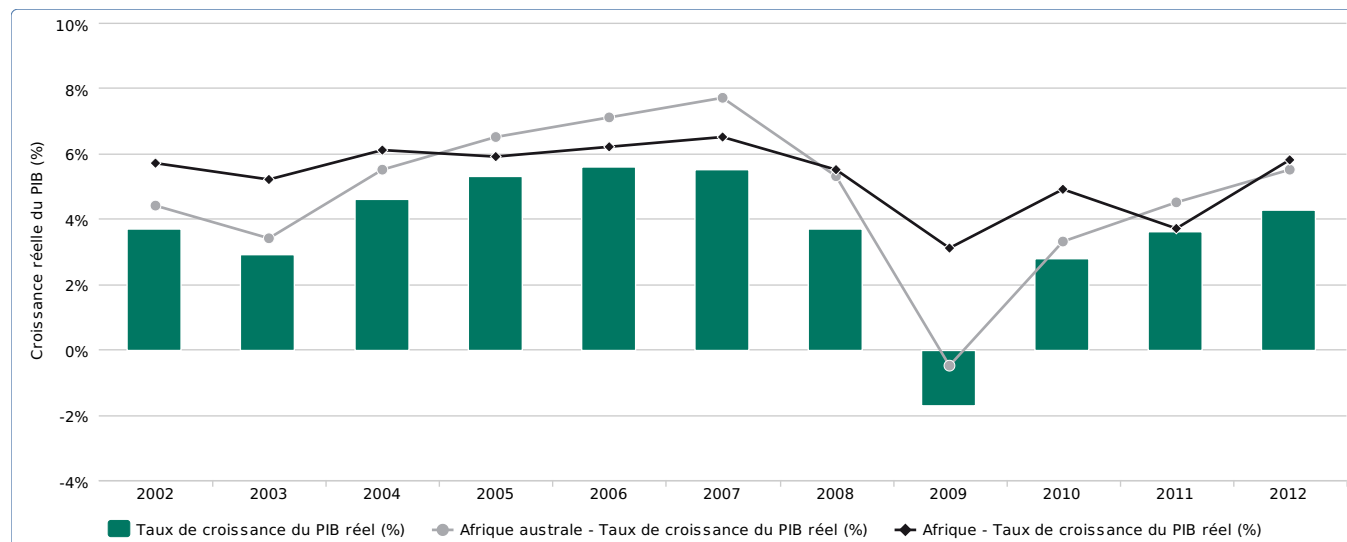
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	-1.7	2.8	3.6	4.3
Inflation IPC	7.1	4.3	5.3	5.6
Balance budgétaire % PIB	-6.9	-5.4	-5	-4.5
Balance courante % PIB	-4.1	-2.8	-3.4	-4.3

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions. Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal ; donc par exemple, 2009 correspond à l'exercice fiscal 2009/10 courant d'avril 2009 à mars 2010.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414763>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412407>